



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE FOURNITURE DE VEHICULES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2123-1 à R.2123-8 et R. 2123-1 à R. 2123-8
du Code de la commande publique)

Marché à procédure adaptée n ° 2 0 2 1 - 7 1 0 0 - 2 0

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules pour l'Office National de Forêts en Guyane

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
2 avenue de Saint Mandé
75570 PARIS CEDEX 12

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Catherine LATREILLE, Directrice Territoriale Guyane
de l'Office National des Forêts

SOMMAIRE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
(PASSE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2123-1 A 8 ET R.2123-1 A 8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ARTICLE R. 2191-60 A R. 2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES - CARACTERISTIQUES DU MARCHE	4
2.1. OBJET DU MARCHE	4
2.2. PROCEDURE.....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV.....	5
2.4. FORME DU MARCHE.....	5
2.4.1. <i>Décomposition en lots</i>	5
2.4.2. <i>Modalités d'attribution du marché</i>	5
2.5. DATE DE LIVRAISON	5
2.6. VARIANTES.....	5
2.7. LES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	5
3 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
4 CARACTERISTIQUES DES VEHICULES ET EQUIPEMENTS DE SECURITE	6
4.1 CARACTERISTIQUES GENERALES.....	6
4.2 EQUIPEMENTS DE SECURITE.....	6
4.3 ACCESSOIRES DE BASE.....	6
4.4 OPTION A CHIFFRER SEPAREMENT	6
5 QUANTITES PREVISIONNELLES.....	7
6 DELAI DE LIVRAISON	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7 CONDITIONS DE LIVRAISON - TRANSPORT.....	7
8 LIEU DE LIVRAISON.....	7
9 OPERATION DE VERIFICATION - DECISION.....	7
L'OPERATION DE VERIFICATION DES FOURNITURES LIVREES, EST CONSTATEE PAR LA SIGNATURE DU BON DE LIVRAISON.	8
IL NE SERA ACCORDE AUCUN SURSIS DE LIVRAISON PAR LE TITULAIRE DU MARCHE, APRES L'EXPIRATION DU DELAI D'EXECUTION DU MARCHE.....	8
9.1 VERIFICATION QUANTITATIVE SIMPLE :	8
L'OPERATION DE VERIFICATION CONSISTE A VERIFIER LA CONFORMITE ENTRE LA QUANTITE DEFINIE AU MARCHE ET CELLE PORTEE SUR LE BON DE COMMANDE AINSI QUE CELLE EFFECTIVEMENT LIVREE.	8
SI LA QUANTITE LIVREE N'EST PAS CONFORME AU MARCHE OU A LA COMMANDE, LE TITULAIRE SERA MIS EN DEMEURE DE REPRENDRE L'EXCEDENT OU DE COMPLETER LA LIVRAISON DANS LES DELAIS IMPOSES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	8
EN CAS DE NON-CONFORMITE ENTRE LA QUANTITE LIVREE ET LE BORDEREAU DE LIVRAISON, LEDIT BORDEREAU ET SON DUPLICATA SERONT RECTIFIES, SOUS LA SIGNATURE DES DEUX PARTIES OU DE LEUR REPRESENTANT.	8
9.2 VERIFICATION QUALITATIVE SIMPLE :	8
CES OPERATIONS DE VERIFICATIONS SONT EFFECTUEES LORS DE LA LIVRAISON DES FOURNITURES DANS LES CONDITIONS PREVUES AUX ARTICLES 22 A 28 DU CHAPITRE V DU	

CCAG-FCS. ELLES SONT EFFECTUEES DANS LES LOCAUX DE L'ETABLISSEMENT PAR LES AGENTS DESIGNES A CET EFFET.....	8
ELLES CONSISTENT A VERIFIER LA CONFORMITE DES FOURNITURES LIVREES AVEC LES SPECIFICATIONS DU MARCHE OU DE LA COMMANDE.....	8
SI LES FOURNITURES NE SONT PAS CONFORMES, ELLES SONT REFUSEES ET DOIVENT ETRE REMPLACEES IMMEDIATEMENT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE. TOUTEFOIS, LES FOURNITURES POURRAIENT ETRE ACCEPTEES SI ELLES CONVIENNENT AU POUVOIR ADJUDICATEUR, AVEC REFACTION DE PRIX.....	8
ADMISSION	8
IL EST PROCEDE AUX OPERATIONS PREALABLES A L'ADMISSION DES VEHICULES STIPULEES AU CHAPITRE IV DU CCAG-FGS.	8
LA RECEPTION DES FOURNITURES OBJET DU PRESENT MARCHE, NE SERA PAS PRONONCEE AVANT L'ACHEVEMENT COMPLET ET SATISFAISANT DE L'ENSEMBLE DE CES OPERATIONS.	8
10 GARANTIE.....	8
LE VEHICULE SERA GARANTI AU MINIMUM UN AN A COMPTER DE LA MISE EN CIRCULATION. PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA GARANTIE, LE FOURNISSEUR S'ENGAGE A EFFECTUER GRATUITEMENT (PIECES ET MAIN-D'ŒUVRE) LE CHANGEMENT DES PIECES RECONNUES DEFECTUEUSES PAR LE CONSTRUCTEUR, OU LEUR REMISE EN ETAT PAR UN ATELIER DE SON RESEAU COMMERCIAL.....	8
11 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	8
11.1. UNITE MONETAIRE.....	8
11.2. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	8
11.2.1. <i>Nature des prix</i>	8
11.2.2. <i>Contenu des prix</i>	8
11.3. INDEMNISATION	9
11.4. VARIATION DANS LES PRIX.....	9
11.5. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	9
11.5.1. <i>Avance</i>	9
11.5.2. <i>Facturation</i>	9
11.5.3. <i>Paieement des sous-traitants</i>	9
11.5.4. <i>Délai global de paiement</i>	9
11.5.5. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	10
12 PENALITES.....	10
12.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	10
12.2 RETARD IMPUTABLE A L'ONF	10
12.3 PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	10
13 DROIT, LANGUE	11
14 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	11
14.1 TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	11
14.2 TRAVAIL CLANDESTIN	11
14.3 TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	11
14.4 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	12
15 DEROGATIONS.....	12

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS dont le siège est : 2 Avenue de St Mandé, 75570 PARIS Cedex12.

Représentant du pouvoir adjudicateur

La personne signataire du marché est la Directrice Territoriale Guyane de l'Office National des Forêts : Madame Catherine LATREILLE

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 0594 25 53 70 ✉ : catherine.latreille@onf.fr ✉ : dt.guyane@onf.fr

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Monsieur Sébastien MORMONT, le chef du Service Affaires Générales.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 0594 25 53 87 ☎ : 0694 20 90 27 ✉ : sebastien.mormont@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'Article R. 2191-60 à R. 2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :

La Directrice Territoriale, Madame Catherine LATREILLE ou le chef du Service Affaires Générales, Monsieur Sébastien MORMONT.

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

La Directrice Territoriale, Madame Catherine LATREILLE ou le chef du service Affaires Générales, Monsieur Sébastien MORMONT.

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable Secondaire de l'Office National des Forêts – Antilles Guyane – Office National des Forêts - CS n° 11100 - 97207 FORT-DE-France Cédex.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules pour l'Office National des Forêts en Guyane.

Les prestations portent sur le véhicule suivant :

Pick-up : simple cabine 4X4, 5 places, diesel.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché ponctuel passé selon la procédure adaptée, en application des articles des articles L.2123-1 à R.2123-8 et R. 2123-1 à R. 2123-8 du Code de la Commande Publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

34113200	Véhicule tout terrain
----------	-----------------------

2.4. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel passé selon la procédure adaptée, en application des articles des articles L.2123-1 à R.2123-8 et R. 2123-1 à R. 2123-8 du Code de la Commande Publique.

2.4.1. Décomposition en lots : sans objet

2.4.2. Modalité d'attribution du marché :

Le marché sera attribué à un seul et même soumissionnaire.

2.5. Délai de livraison

Le marché est à exécuter au plus tard le 09 juillet 2020.
Délai 2 mois

2.6. Variantes

Les variantes ne sont pas admises dans le cadre de la présente procédure

2.7. Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les soumissionnaires doivent obligatoirement faire une proposition pour les Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) figurant à l'article 4.4 du présent CCATP.

3 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- un dossier technique complet pour chaque type de véhicule proposé permettant d'apprécier la réalité des caractéristiques et spécifications exigées au Cahier des charges, en particulier celle concernant la garde au sol du véhicule, en indiquant la hauteur de la garde au sol. Mesuré à partir du point le plus bas du véhicule (carter, protection carter.) ; ainsi que la consommation de carburant et l'émission de CO2 en g/km pour les composants polluants (étiquette énergie/CO2).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

4 CARACTERISTIQUES DU VEHICULE ET EQUIPEMENTS DE SECURITE

4.1 Caractéristiques générales

Les véhicules sont équipés :

- d'une plaque d'acier 2mm ou d'une laque aluminium de 6mm protection sous protège carter moteur non corrodable
- d'une garde au sol de 18 cm minimum
- d'une direction assistée, colonne de direction rétractable en cas d'accident ou système similaire
- d'un système de freinage ABS
- d'une roue de secours normale + cric + clé pour écrous de jante
- d'un triangle de pré-signalisation, deux gilets fluorescents en norme européenne et un jeu d'ampoule de rechange,
- d'un éthylotest
- ceintures de sécurité avec prétensionneurs,
- au minimum boîte manuelle avec 5 vitesses + une marche arrière,
- siège conducteur réglable en hauteur et en profondeur,
- masse en charge maximale < 3,5T,
- véhicule 4 roues motrices avec blocage différentiel
- pneus mixtes
- boîte mécanique et une une boîte de transfert à rapports courts/longs
- d'une grille de protection de charge de la vitre arrière
- longueur minimale de plateau (1400mm)

Le véhicule doit être climatisé et de couleur blanche,

Utilisation : avec un permis B.

Le véhicule doit être livré avec 30 euros de carburant, le certificat d'immatriculation et les plaques d'immatriculation posées.

Garantie de 1 an : pièces et main-d'œuvre.

4.2 Equipements de sécurité

Les véhicules sont équipés :

- d'un appui-tête réglable en hauteur aux places avant
- d'un coussin gonflable de sécurité conducteur et passager (airbags) + airbags latéraux
- d'un projecteur anti-brouillard
- d'un bouchon antivol de carburant ou tout autre système sécurisé
- antidémarrage

4.3 Accessoires de base

Les véhicules sont équipés :

- d'un autoradio avec hauts parleurs installés et bluetooth
- d'une boîte à gants fermée
- d'une prise allume-cigare
- d'un protège benne pour 4x4 pick-up avec rebords de benne

4.4 Option à chiffrer séparément

- un attelage (crochet) mixte

5 QUANTITES PREVISIONNELLES

A titre d'information, les quantités minimum et maximum indiquées ci-après, récapitulent les estimations prévisionnelles et non contractuelles de quantités sur la durée totale du marché. Ces estimations de quantité ne constituent aucun engagement de la part de l'ONF

Quantité estimatives sur la durée globale du marché (incluant la reconduction)	Minimum	Maximum
Utilitaire de type pick-up : double cabine, 4X4, 5 places	1	2

6 DELAI DE LIVRAISON ET DUREE DU MARCHÉ

Les livraisons devront être effectuées, au plus tard le **15 Juillet 2021**
Date prévisionnelle de la commande : **10 Mai 2021**

Date limite de remise des candidatures et des offres : **03 Mai 2021 à 22h00** (*cf heure limite figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence*)

Les livraisons devront être effectuées, au plus tard : 1 mois

7 CONDITIONS DE LIVRAISON - TRANSPORT

Les frais de transport : les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits.

Risques inhérents au transport : le transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement sont sous la responsabilité du titulaire du marché.

8 LIEU DE LIVRAISON

Le lieu de livraison des véhicules est le suivant :
L'Office National des Forêts – Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo
- CS 87002 - 97300 Cayenne

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée.

9 OPERATION DE VERIFICATION - DECISION

L'opération de vérification des fournitures livrées, est constatée par la signature du bon de livraison. Il ne sera accordé aucun sursis de livraison par le titulaire du marché, après l'expiration du délai d'exécution du marché.

9.1 Vérification quantitative simple :

L'opération de vérification consiste à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché et celle portée sur le bon de commande ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le titulaire sera mis en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais imposés par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

9.2 Vérification qualitative simple :

Ces opérations de vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 22 à 28 du chapitre V du CCAG-FCS. Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire du marché. Toutefois, les fournitures pourraient être acceptées si elles conviennent au pouvoir adjudicateur, avec réfaction de prix.

Admission

Il est procédé aux opérations préalables à l'admission des véhicules stipulées au chapitre IV du CCAG-FGS. La réception des fournitures objet du présent marché, ne sera pas prononcée avant l'achèvement complet et satisfaisant de l'ensemble de ces opérations.

10 GARANTIE

Le véhicule sera garanti au minimum un an à compter de la mise en circulation. Pendant toute la durée de la garantie, le fournisseur s'engage à effectuer gratuitement (pièces et main-d'œuvre) le changement des pièces reconnues défectueuses par le constructeur, ou leur remise en état par un atelier de son réseau commercial.

11 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

11.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

11.2. Forme et contenu des prix

11.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire. Le prix qui doit être réglé au fournisseur est celui fixé dans l'Acte d'Engagement du titulaire. Le prix de règlement de la commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant à l'Acte d'Engagement.

11.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

11.3. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

11.4. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

11.5. Modalités essentielles de paiement

11.5.1. Avance

Sauf refus du titulaire du marché, exprimé dans l'Acte de l'engagement, une avance de 5% lui sera versée dans les conditions prévues aux Articles R. 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

11.5.2. Facturation

Les demandes de paiement seront déposées sur la plateforme de dématérialisation "Chorus Pro" - solution informatique gratuite et sécurisée.

Vous indiquerez les éléments propres à la Direction Territoriale ONF, à savoir :

SIRET N° 66204311600497 - RCS N° 2009 B 421 - Code activité APE N° : 0240Z.

Vous mentionnerez également la référence d'engagement (numéro du bon de commande lui-même et numéro de marché).

L'adresse à faire figurer sur toutes demandes de paiement est la suivante :

Madame l'Agent Comptable Secondaire de l'Office National des Forêts – Antilles Guyane –
Office National des Forêts - CS n° 11100 - 97207 FORT-DE-France Cédex

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2021-7100-20 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réception du ou des véhicules ;
- les prix HT ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

11.5.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

11.5.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

11.5.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les Articles R. 2191-45 à 50 du Code de la Commande Publique.

12. PENALITES

Les dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS sont modifiées comme suit : $P = V \times R / 100$.

12.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions, seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

12.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

12.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

13. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions aux Articles L. 2197-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

14. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

14.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

14.2. Travailleur clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatif au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

14.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

14.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'Article R. 2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à adresser par soit courrier, soit par téléchargement à la société ACTRADIS en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé :

- Adresse postale : 67 route de la Reine, CS 40102, 92773 Boulogne-Billancourt Cedex
- Téléchargement sur le site : www.actradis.fr

15. DEROGATIONS

Le présent CCATP déroge au CCAG FCS :

- Article 5 - Obligation de confidentialité et mesure de sécurité
- Article 15 - Prime pour réalisation anticipée des prestations
- Article 16 - Lieux d'exécution
- Article 17- Matériel et objet mis à disposition
- Article 18- Aménagement des locaux
- Article 19-1 Stockage, 19-2 Emballage
- Article 21- Surveillance en usine

Cayenne, le 06/04/2021

La Directrice Territoriale
de l'Office National des Forêts,


Catherine LATREILLE

